

**4 Économie**

**Entretien avec le Président-directeur général du groupe Éramet**

**Christel Bories : " Si le Gabon veut racheter les actions en bourse d'Éramet, il peut le faire "**

Propos recueillis par Guy Romuald MABICKA  
Libreville/Gabon

*En marge de la cérémonie de la sortie de la 1ère promotion de l'École des mines et de la métallurgie de Moanda, la P-DG du groupe Éramet s'est prêtée, sans langue de bois, aux questions de notre envoyé spécial. Augmentation du capital de l'État au sein de la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), vétusté de la voie ferrée gérée par la Société d'exploitation du transgabonais (Setrag), projet de Maboumine, concurrence dans la production locale de manganèse... Autant de sujets qui ont été abordés par Mme Bories.*

**P'union.** Le Gabon vous reprocherait le non-respect de certains engagements pris dans une convention signée en 2010. Notamment sa volonté d'augmenter son capital au sein de la Comilog...

**Christel BORIES :** «La convention dont vous parlez a effectivement été signée en 2010. Elle a permis, à l'époque, à l'État gabonais d'augmenter sa participation dans Comilog. Elle est passée de 25 à 29%, grâce à cette convention de rachat qui a expiré en 2015. Éramet et l'État gabonais avaient parlé, à l'époque, de la possibilité du Gabon de monter au-delà de ces 29%, potentiellement jusqu'à 35%. Et si l'État gabonais le souhaitait, ce sont des discussions que nous pourrions rouvrir. Tout a donc été respecté dans les clauses de cette convention. Par ailleurs, il y avait un actionnaire au capital d'Éramet. Il s'agit de CTF, qui avait une participation ayant été vendue en fin 2016 et qui a été reprise par les banques italiennes qui, elles-mêmes, ont vendu leurs participations courant 2017. Aujourd'hui, dans le capital d'Éramet, il y a la famille Duval, l'État français et tout le reste en bourse. Il n'y a pas d'autres actions ou participations à vendre.»

**Êtes-vous entrés en négociation avec des collaborateurs du chef de l'Etat, en l'occurrence son directeur de cabinet ?**  
Il n'y a pas de négociation en cours sur quoi que ce soit avec des collaborateurs du président de la République gabonaise, encore moins avec l'État lui-même. Nous avons un partenariat depuis longtemps avec l'État gabonais, qui est actionnaire de la Comilog et qui est très actif au Conseil d'administration du groupe. Toutes les décisions

de l'entreprise se prennent en accord avec tous les administrateurs représentés au Conseil. Comme souvent, il y a eu des contacts avec l'État gabonais, mais aucune négociation en cours actuellement.

**Pourtant, le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, dans une interview, avait souhaité que le Gabon entre dans le capital d'Éramet en mettant en avant le fait que le Gabon ne peut pas avoir la matière première et ne pas être là où elle se traite et se vend...**

Il n'y a pas eu de convention qui prévoyait la montée du Gabon au capital d'Éramet. Patrick Buffet, mon prédécesseur, en a probablement parlé avec le président gabonais à l'époque. Dans tous les cas, le capital d'Éramet est sur le marché et ouvert. Si le Gabon veut racheter les actions en bourse, il peut le faire.

**Vous semblez dire que les relations entre Comilog et le Gabon sont au beau fixe. Pourtant, il y a comme un climat de malaise, perceptible, entre les deux parties !**

Je ne perçois pas de climat de malaise entre les deux parties. Il y a une coopération qui fonctionne bien. La Comilog s'est beaucoup développée ces dernières années. Elle a augmenté sa production pour arriver aujourd'hui à 4 millions de tonnes et une position de leader sur le marché du manganèse. Cela s'est fait en harmonie avec l'État gabonais et Éramet. Nous comptons bien continuer sur cette collaboration positive, puisque nous avons des projets de développement significatifs pour la Comilog. Notamment, l'augmentation de sa production, des investissements extrêmement importants.

**L'on dénonce aussi une certaine faiblesse de vos investissements au Gabon. D'aucuns ont même parlé de léthargie!**

Si vous venez sur les mines, vous verrez qu'il y a d'importants investissements qui ont été faits, notamment le Complexe métallurgique de Moanda (C2M). Entre le Complexe industriel de Moanda (CIM) et le C2M, nous avons beaucoup investi ces dernières années et nous continuons, parce que c'est à l'avantage de tout le monde d'investir. Et nous avons un projet important pour les prochaines années. Le C2M est un investissement qui représente 180 milliards de FCFA. Cela a permis d'être à 430 emplois à Moanda pour des personnes qui habitent la province du Haut-Ogooué et qui, pour la plupart, n'ont jamais travaillé. Ils ont



Photo : GEM

**Pour la P-DG d'Éramet, Christel Bories, les investissements projetés devraient renforcer la présence du groupe français au Gabon, à travers ses filiales.**

été formés dans une industrie qui est nouvelle en Afrique subsaharienne : la transformation du minerai en produit de type silicomanganèse ou de type manganèse métal. Comilog est une société qui investit, en moyenne, à peu près 30 milliards de FCFA tous les ans.

**En 2017, Comilog a atteint les 4 millions de tonnes. Cet objectif était-il essentiel ?**

Ce n'est pas un objectif à atteindre en soi, c'est une étape que nous cherchons à atteindre depuis plusieurs années et qui est d'ailleurs difficile à atteindre, parce qu'il faut que tout marche parfaitement bien entre la mine, la carrière, les opérations de transformation, de transport et d'embarquement. Cela demande des efforts et une bonne coordination. Maintenant, nous avons le projet "Comilog 2020", qui consiste à faire au moins 30 à 40% de plus que ce qu'on produit aujourd'hui. Ce n'est pas une étape que nous visons à l'horizon 30 ans, c'est une étape à l'horizon 2024-2025, avec des investissements estimés à près de 300 milliards de FCFA.

**Vous annoncez des investissements dans la mine. Et la Setrag ?**

Nous avons un projet de rénovation de la voie ferrée, initié il y a 18 mois. Il a commencé en 2017 et 200 milliards de FCFA seront investis sur 8 ans, pour rénover l'infrastructure, mais aussi la moderniser avec, notamment, du numérique pour avoir une voie totalement connectée et une gestion électronique du trafic. Les 200 milliards de FCFA vont être financés aux 2/3 par la Setrag, et le reste par l'État gabonais. Ces investissements prennent en compte l'intensité du trafic, la vétusté de la voie. Tout ce qui relève de la voie (le bal-

last, les traverses, les rails) est de la responsabilité de Setrag, filiale à 100% de Comilog. Donc, nous avons le programme de remise à niveau qui représente au total 200 milliards de FCFA. Cette somme s'ajoute aux 300 milliards de francs qui seront investis à Comilog dans la carrière, soit un total de 500 milliards de FCFA. Le Transgabonais a vieilli, il faut le refaire. Ce travail est simple dans certaines parties de la voie, et compliqué dans d'autres. Il est plus compliqué là où il y a plus de trains et là où on a la plus grande densité de trafic : entre Booué et Owendo. De Booué à Moanda, il y a moins de trafic. Or, Booué-Owendo est la zone la plus difficile, en raison des marécages et une très grande humidité du sol. Ce qui fait que la voie se dégrade plus rapidement. Il y a donc tout un travail sur les zones instables, sur la voie et tout cela prendra du temps et permettra une remise à niveau de la voie ferrée, qui pourra supporter des hausses de trafic bien au-delà même de ce que nous pourrions envisager de faire en termes de trafic minéralier. Il y a aussi l'aspect numérisation, qui consiste à faire passer un câble par la Setrag pour le pilotage de trafic. Ce qui permettra à la fois la régularité et une sécurité du trafic.

**La société Nouvelle Gabon Mining (NGM) ambitionne de porter sa production à 2 millions de tonnes. Comment comptez-vous gérer le trafic sur une voie unique, dans un contexte concurrentiel ?**

Il n'y a pas de concurrence sur la voie, parce qu'elle est surcapacitaire. Aujourd'hui et dans les conditions actuelles, nous pouvons faire circuler plus de trains qu'il n'en passe. Il n'y a pas de danger pour Comilog, du fait que Nouvelle Gabon mining existe. C'est très important pour un pays qui se veut être un pays minier comme le Gabon, d'avoir plusieurs opérateurs miniers, parce que cela permet d'avoir plus de débouchés pour les étudiants formés dans ces métiers-là, de générer de l'emploi, du savoir sur place et de générer de l'appel d'air en termes d'activités. Nous ne voyons pas NGM comme un danger, mais plutôt comme un confrère avec qui nous pouvons faire des choses ensemble, avec qui nous pouvons avancer ensemble et faire progresser le secteur minier au Gabon.

**Votre investissement de 300 milliards de FCFA n'est-ce pas en réaction à la concurrence ?**

Le minerai de Comilog est un bon minerai. Mais les bons minerais ne peuvent pas fonctionner seuls. Celui qui les utilise pour faire des alliages compliqués aura besoin de

deux ou trois qualités de minerais à mélanger. Mais il aura toujours besoin d'un peu de minerai du type de celui Comilog qui, premièrement, est un produit qui a un marché, qui existe, qui est ouvert et qui est en croissance. C'est le marché de l'acier. Deuxièmement, notre gisement est bon et exploitable dans des conditions opérationnelles très satisfaisantes. Nous avons un avantage concurrentiel assez fort vis-à-vis de nos concurrents. Nous avons aussi des désavantages concurrentiels, parce que nous sommes loin de la mer. Si on veut rester numéro 1, 2 ou 3 mondial, il faut être un acteur majeur incontournable en termes de volume produit. On sait que le marché est en croissance, on a la capacité d'augmenter la production, de financer cette expansion de la production et c'est l'intérêt des actionnaires de Comilog, d'Éramet, du gouvernement gabonais, des partenaires de Comilog, de ses sous-traitants, ses clients, les salariés et des populations qui sont autour de nous, d'augmenter la production pour simplement garantir la pérennité.

**Qu'en est-il du projet du gisement de Maboumine ?**

Nous sommes à la recherche d'un partenaire. Il y a des discussions en cours pour en trouver. Le projet initial, qui est autour des Terres rares, tient compte de leur faible prix aujourd'hui. Le projet envisagé au départ n'est pas viable économiquement. Les Terres rares, dont le prix était en hausse à la fin des années 2000, ont connu une baisse importante sur le marché. En revanche, il y a éventuellement un autre projet avec les phosphates et le niobium qui pourrait être viable. Nous sommes à la recherche et en discussion actuellement avec des partenaires potentiels, qui pourraient reprendre en partie et développer le gisement de Maboumine.

**Votre groupe est accusé d'être un riche mal chaussé. La ville de Moanda où vous tirez l'une de vos richesses, est en très pitoyable état, en plus de ne pas avoir un siège digne de ce nom.**

Nous faisons beaucoup pour la santé avec l'hôpital, l'éducation avec les écoles. Nous avons participé à la construction des routes, nous pouvons et nous devons faire encore plus dans le futur avec les voiries, l'assainissement. Je préfère mettre aujourd'hui de l'argent et des moyens dans ces domaines-là, plutôt que de construire un siège social qui sera quelque chose de prestigieux, mais qui ne servira pas beaucoup aux populations de Moanda.

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 26/04/2018**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	<b>1 EUR</b>	<b>655,957</b>
USD	1,2185	1USD =	538,332	1 USD	554,070
CAD	1,5704	1CAD =	417,701	1 CAD	445,682
JPY	133,0300	1JPY =	4,931	100 JPY	517,719
GBP	0,8738	1GBP =	750,695	1 GBP	787,636
CHF	1,1986	1CHF =	547,269	100 CHF	57 810,74
ZAR	15,2415	1ZAR =	43,038	100 ZAR	4 475,39
MAD	11,2715	1MAD =	58,196	1 MAD	60,85
CNY	7,7048	1CNY =	85,136	1CNY	87,69
KES	122,1700	1KES =	5,369	1KES	5,53

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	26/04/2018	<b>5 392,70</b>
DOW JONES	26/04/2018	<b>23 893,42</b>

  

<b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b>
<b>26 Avril 2018: 73,61</b>